



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Semaine-de-travail-du-personnel-enseignant-Le-ministere-de-l-Education-ment-a>

# Semaine de travail du personnel enseignant - Le ministère de l'Éducation ment à la population (FAE)



- Communiqués -

Date de mise en ligne : vendredi 16 janvier 2015

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 16 janv. 2015 - La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) dénonce le ministère de l'Éducation du Québec qui ment de façon éhontée à la population en affirmant que les enseignantes et les enseignants du Québec sont rémunérés pour 35 heures de travail par semaine, alors qu'en réalité, ils le sont pour 32 heures.**

Dans un article du Devoir, daté du 16 janvier 2015 et intitulé « Négociations en éducation : les syndicats déforment la réalité, déplore Québec », le représentant du ministère de l'Éducation, Bernard Tremblay, a affirmé que « les 35 heures qu'on propose sont déjà rémunérées et continuent de l'être. Ce qu'on propose, c'est un déplacement du lieu d'assignation ».

« C'est complètement faux et nous avons les 32 000 exemplaires de notre convention collective pour le prouver ! Nous avons aussi en notre possession les propositions patronales en éducation, qui nous ont été déposées en décembre 2014, où il est écrit noir sur blanc que le gouvernement veut nous imposer de travailler trois heures de plus par semaine sans rémunération. Il est tout à fait scandaleux que Québec mandate ses porte-paroles de convoquer les journalistes à une rencontre d'information technique pour les bourrer de faussetés afin de faire avaler cette pilule aux enseignantes et aux enseignants et de manipuler l'opinion publique ! », a affirmé Sylvain Mallette, président de la FAE.

La FAE souligne que son équipe de négociation a rencontré deux fois plutôt qu'une les représentants du ministre Bolduc à Québec cette semaine. D'aucune manière ils n'ont fait part directement de leur malaise quant à la réaction des représentants de la FAE à la suite du dépôt patronal.

« Ils ont choisi de réagir sur la place publique plutôt que de dialoguer directement avec nous, les personnes concernées, leurs vis-à-vis. Si le gouvernement de Philippe Couillard, le ministre de l'Éducation Yves Bolduc et ses représentants croient que devant une telle tactique nous baisserons les yeux sans rien dire, sans rectifier les faits et sans défendre les conditions de travail de nos membres, ils se trompent royalement ! », a ajouté M. Mallette.